

José Manuel Barroso
Président de la Commission européenne

Bruxelles, le 17 août 2010
Barroso (2010) D /1699

Monsieur le Président,

Le drame du Pakistan nous touche tous, et votre lettre souligne la gravité de la situation pour un pays qui est devenu un des partenaires-clés de l'UE, comme l'ont confirmé les deux derniers sommets UE-Pakistan.

Je partage entièrement votre détermination à encourager l'UE et les Etats membres à affirmer leur solidarité avec le peuple pakistanais afin de soutenir la stabilité et le développement du pays.

A ce titre, je tiens à souligner que la Commission a été la première à réagir (le 30 juillet), et à augmenter (le 11 août) les fonds alloués au Pakistan. Mais plus que la somme de 40 millions d'euros que vous avez relevée, mes services ont travaillé d'arrache-pied afin de s'assurer que ces sommes puissent être dépensées sur le terrain le plus rapidement possible: une partie déjà conséquente des fonds est en cours de versement aux organisations non gouvernementales qui ont été les plus promptes à réagir. Une fois de plus, les services de la Direction Générale d'ECHO sont en train de démontrer leur professionnalisme et leur efficacité à répondre aux grandes crises humanitaires.

Outre l'action de l'UE en tant que telle, la contribution des Etats membres demeure essentielle. J'apprécie vivement l'attention particulière que la France porte aux opérations humanitaires pour le Pakistan, et je prends note de votre intention de faciliter l'expédition de l'aide internationale grâce à des moyens logistiques militaires nationaux dans le cadre de l'OTAN. Il est certain que l'acheminement rapide de cette aide est une priorité pour tous. Notre expérience démontre que le recours à des moyens militaires peut s'avérer utile lorsque certains paramètres sont respectés. Il importe également que l'utilisation de ces moyens n'expose pas les opérateurs humanitaires, qui ont déjà perdu nombre de leurs membres dans les zones de conflit pakistanaises, aux mêmes risques que ceux encourus par les militaires.

Quoiqu'il en soit, l'UE peut et doit faire plus. Pour cela, nous devons mobiliser les Etats membres. Avec mes services, j'ai conçu un plan d'action en trois temps que je souhaite partager avec vous.

La première initiative sera mise en œuvre par la Haute-Représentante/Vice-présidente Ashton et la Commissaire Georgieva, qui vont diffuser une lettre conjointe aux Etats membres très prochainement, afin d'assurer la meilleure mobilisation et cohérence possible des moyens d'assistance proposés. Toute initiative humanitaire ou d'assistance logistique peut bénéficier de la coordination active assurée par la DG ECHO, qui inclut le mécanisme européen de protection civile.

./.

S.E. M. Nicolas Sarkozy.
Président de la République Française.

La seconde étape sera l'augmentation sensible des sommes allouées par la Commission aux opérations humanitaires au Pakistan. Il est d'ores et déjà évident que les besoins du Pakistan justifient une nouvelle décision financière, dont le montant exact sera défini en fonction d'une nouvelle évaluation des besoins, et ce avant la fin du mois.

La troisième étape sera le suivi de la crise, y compris une possible conférence des donateurs visant à organiser l'appui à long terme en faveur du Pakistan. La phase de reconstruction se prépare dès maintenant. L'UE, en tant que donateur important, assumera tout son rôle dans les cadres de coordination internationale qui se mettront en place, notamment sous les auspices des Nations Unies. Et comme vous l'annoncez, il faudra examiner ce qui a été fait et réfléchir ensemble aux possibilités d'améliorer notre action. C'est pourquoi, comme vous le savez, le Pakistan sera l'un des points centraux du Gymnich du 10 septembre prochain.

De plus, la Commissaire Georgieva est en contact avec les autorités pakistanaises afin d'examiner la possibilité d'une mission sur place. Ceci devrait assurer la visibilité de l'aide européenne et nous aider à déterminer les priorités à suivre dans les prochaines semaines.

Il importe de souligner que le mandat que j'ai attribué à la Commissaire Georgieva comprend précisément la réponse aux crises. Ce sujet avait fait l'objet d'un débat significatif lors de la publication du rapport Barnier en 2006. Un certain nombre d'Etats membres avait alors montré un enthousiasme plus que relatif à l'idée d'une structure européenne propre.

Dès lors, la HR/VP et la Commissaire ont engagé une réflexion approfondie sur les moyens de renforcer la capacité de l'UE à faire face aux crises, notamment sur la base de l'expérience à Haïti et des discussions récentes au Conseil des Affaires Etrangères. La Commissaire Georgieva a consulté récemment de nombreux Etats membres, y compris la France, afin de pouvoir développer des propositions substantielles dans ce domaine. Par conséquent, la Commission européenne proposera très bientôt une nouvelle politique de réponse aux crises, qui sera discutée par les Ministres compétents.

Comme vous le voyez, mes services ont été mobilisés immédiatement, et préparent activement d'autres initiatives qui nous permettront d'améliorer nos politiques dans ce domaine.

J'adresse copie de cette lettre au Président du Conseil européen.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.



José Manuel BARROSO